

# *L'Illettrisme, Un Facteur De Marginalisation Dans Le Processus De Développement : « Cas De La Commune Rurale d'Ikongo A Madagascar »*

## *[Illiteracy, A Factor Of Marginalization In The Development Process : « Case Of Rural Commune Of Ikongo In Madagascar »]*

Andry Harinaina RABEARISOA<sup>1\*</sup>, Razanabary MAXMIN<sup>1</sup>, Nasolo Sedravola RANDIMBIARISON<sup>1</sup>

Université de Fianarantsoa, Sciences de l'Education  
Ecole Normale Supérieure, Université de Fianarantsoa (BP : 301), Madagascar  
rabearisoa2@yahoo.com, maxminrazanabary@gmail.com



**Résumé** – L'éducation est le pilier fondamental pour le développement de la société. Ayant comme principale fonction la socialisation de l'individu, elle instruit et forme l'être individuel en un être social capable de vivre harmonieusement en société. Les connaissances intellectuelles constituent donc un des outils indispensables pour atteindre le développement. Ce qui signifie qu'à l'heure actuelle du développement, ceux qui en sont dépourvus ont moins de chance de participer au développement de la société. Une personne instruite et éduquée possède une grande richesse intellectuelle et intérieure qui lui est possiblement exploitable pour produire et pour améliorer son niveau de vie. À Madagascar, la majeure partie de la population est exclue du système scolaire et près de 48% des Malgaches ne savent ni lire ni écrire. La plupart de ces illettrés se trouvent dans le milieu rural où la principale activité économique est l'agriculture. L'illettrisme exerce un énorme poids sur le développement rural car il maintient la population paysanne dans une pauvreté accablante. Un lien macro socioéconomique existe entre l'illettrisme et la pauvreté en milieu rural. En effet, l'illettrisme est vu comme un facteur de marginalisation dans le processus de développement. Si on veut accéder au développement, il est nécessaire de restructurer le système d'enseignement malgache et de lutter contre l'ignorance.

**Mots clés** – Pilier, socialisation, illettrés, pauvreté, marginalisation.

**Abstract** – Education is a fundamental pillar in the development of society. Having as its main function the socialization of the individual, it instructs and trains the individual being into a social being capable of living harmoniously in society. An educated person has a great intellectual and inner wealth that he can exploit to produce and improve his standard of living. Intellectual knowledge is therefore one of the essential tools for achieving development, those less chance of participating in the development of society. In Madagascar, most of the population is excluded from the school system and nearly 48% of Malagasy people cannot read or write. Most of these illiterates are found in rural areas where the main economic activity is agriculture (basic activity sector in Madagascar). Thus, on this phenomenon of marginalization caused by illiteracy, a study was carried out in the Commune of Ikongo, a Commune active in the participation in development. Illiteracy exerts an enormous weight on rural development because it keeps the peasant population in crushing poverty. A macro socioeconomic link exists between illiteracy and poverty in rural areas. Illiteracy is seen as a factor of marginalization in the development process. If we want to access development, it is necessary to restructure the Malagasy education system and fight against ignorance.

**Keywords** – Pillar, socialization, illiterates, poverty, marginalization.

## I. INTRODUCTION

L'éducation joue un rôle primordial aussi bien pour le bien-être de l'individu que pour le développement de la société et du pays. Elle constitue un élément essentiel du capital humain. La littérature économique évoque d'ailleurs une relation étroite entre ce capital humain et la productivité. Depuis quelques décennies, les notions de pauvreté et de développement sont devenues une polémique autour de laquelle est centré le débat de tous les pays p. [1]. Notons que le développement se définit par un processus complexe impliquant l'amélioration sociale, économique, politique et culturelle des individus et de la société humaine. En effet, en tant que capital vital, l'homme construit lui-même son développement sous une dimension économique et humaine. Pour que l'homme puisse assurer parfaitement son rôle de développeur, il doit se munir des deux qualités indispensables : être en bonne santé et avoir une bonne éducation. En d'autres termes, pour échapper à la pauvreté, il faut avoir la possibilité de se soigner et surtout de s'instruire. Dans le contexte actuel de réduction de la pauvreté et de développement rapide et durable, le volet éducation attire la plus grande attention. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement, l'État malgache, le Ministère de l'Éducation, les organismes non gouvernementaux nationaux et internationaux et d'autres entités de développement prennent conscience de l'utilité incontournable de l'éducation dans le processus de développement et essaient non seulement d'accroître le taux de scolarisation et le taux de réussite mais de diminuer également le taux d'analphabétisme. La politique d'alphabétisation est conçue comme partie intégrante des programmes de développement, tant il est évident que la diffusion du savoir est une condition nécessaire du progrès économique, social mais aussi politique. Le taux d'alphabétisation des adultes demeure inférieur à 50% dans les pays les moins avancés MEISTER, A, 1973[2] : la pauvreté fait obstacle à l'éducation dont l'insuffisance freine le processus de développement.

Le système éducatif malgache présent, en outre, des grands problèmes d'ordre politique, économique, technique, culturel et social. Les études statistiques montrent qu'une grande partie de la population n'ont pas accès à l'éducation, que près de 47% de la population âgée de plus de 4 ans, en 2001, ne savent ni lire ni écrire, que beaucoup d'élèves ont abandonné très tôt l'école, et que l'échec scolaire est toujours fréquent notamment dans le milieu rural COLCLOUGH, C.- HALLK, J [3] . L'éducation est devenue une source de disparité et d'inégalité socioéconomiques. En général, l'éducation favorise plutôt les riches que les pauvres, les citadins que les ruraux et les garçons que les filles. Aussi, ne faut-il pas s'étonner de voir que dans le monde rural, les enfants vaquent à d'autres occupations que l'école. Un lien macro-économique de causalité existe bien entre la pauvreté et l'éducation. Historiquement, ce lien tient d'une part à la crise économique forte des années 80 à Madagascar, avec l'appauvrissement général de la population et d'autre part aux coupes drastiques opérées dans les budgets publics du secteur de l'éducation HALLAK, J - CAILLODS, F., 1981[4]. En d'autres termes, l'appauvrissement des familles a rendu plus difficile leurs dépenses d'éducation, en même temps que l'État devait diminuer les dépenses publiques (dans le cadre de l'ajustement structurel). En milieu urbain, la pauvreté est un obstacle direct à l'accès à l'éducation, mais les familles intègrent fortement la nécessité vitale de la mise à l'école pour un accès futur au métier ; il y a une stratégie d'ascension sociale. En milieu rural par contre, le niveau de pauvreté du ménage est influé sur la scolarisation, et la famille se pose une équation d'équilibre entre les coûts de la scolarisation et les bénéfices attendus ; l'opinion perçoit l'école comme faiblement efficace pour apprendre à lire et à écrire, tandis que l'école ne sait pas encore convaincre de son utilité. La qualité et la crédibilité de l'école primaire publique ont fort à gagner par conséquent et elles constituent des axes de mesures pour lutter contre la pauvreté. L'illettrisme constitue un des principaux problèmes de l'éducation qui méritent d'être soigneusement considérés. Des études récentes sur l'incidence de la pauvreté entre 1999 et 2001 montrent clairement qu'entre ces deux années, le taux d'incidence de pauvreté des personnes dont les chefs de ménage est de niveau secondaire et plus a diminué de 18% alors qu'il a augmenté de 4% pour celles dont le chef de ménage n'est pas instruit UNESCO,[5]. Cette situation démontre que faute de moyens techniques et intellectuels, les illettrés ne peuvent pas participer pleinement dans le processus de développement. Il convient de définir dès le début les termes « analphabétisme » et « illettrisme » pour ne pas les confondre. Selon la définition proposée en 1978 par l'Unesco, « *est fonctionnellement analphabète une personne incapable d'exercer toutes les activités pour lesquelles l'alphabétisation est nécessaire dans l'intérêt du bon fonctionnement de son groupe et de sa communauté, et aussi pour lui permettre de continuer à lire, à écrire et à calculer en vue de son propre développement et de celui de sa communauté* UNESCO, 1965[5]

Quant à l'illettrisme, il touche *les personnes ayant été scolarisées (ou alphabétisées à l'âge adulte) mais qui, faute de pratique, ont perdu la maîtrise de l'écrit.*

L'alphabétisation est ainsi clairement affirmée comme un enjeu majeur du développement des sociétés.

Pourquoi avons-nous choisi ce thème ? Deux raisons différentes mais complémentaires peuvent justifier ce choix :

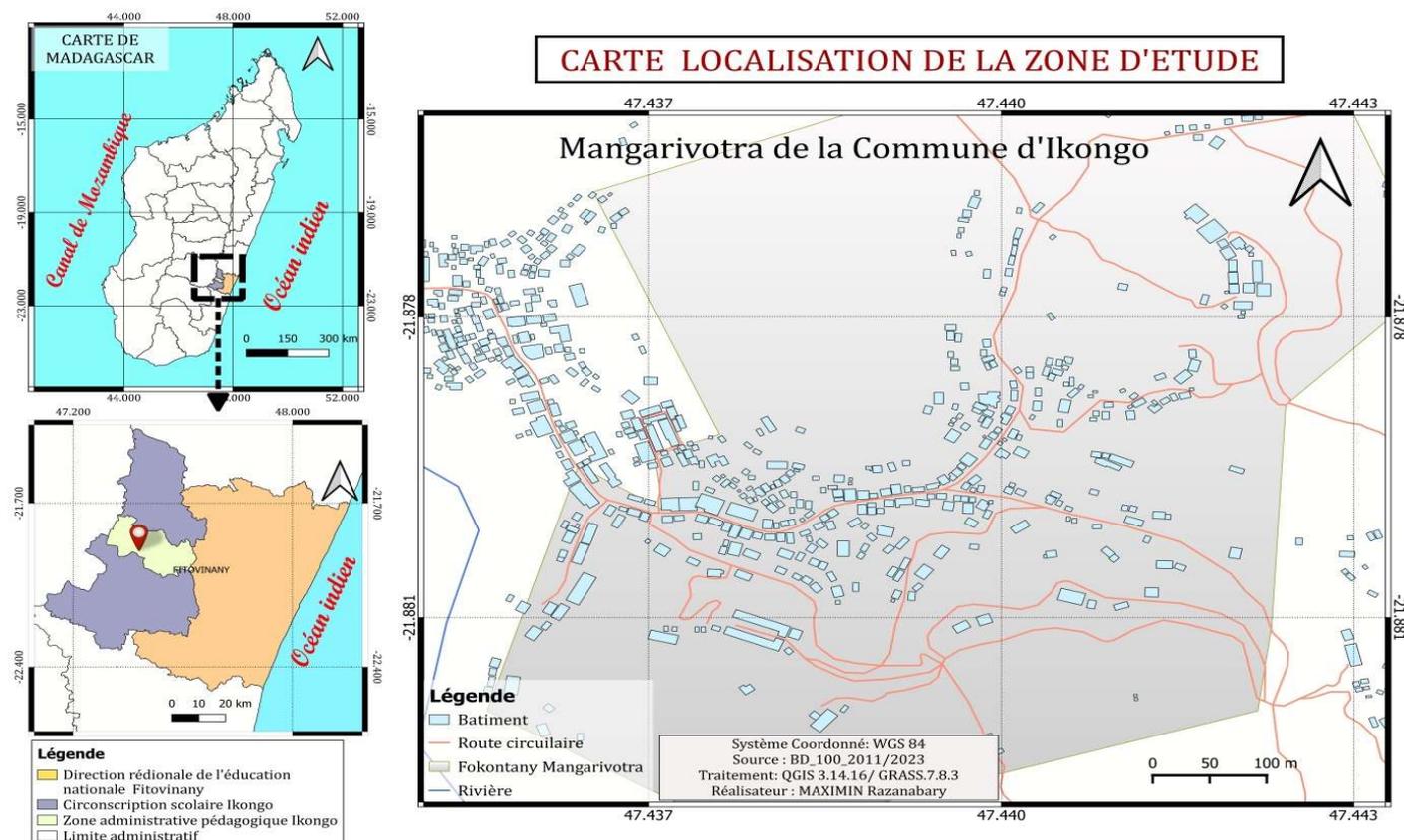
La première repose sur le simple fait que l'éducation constitue l'un des piliers fondamentaux pour le développement d'un pays. Aucun développement ne peut exister si on met l'éducation à l'écart. L'économie, la politique, la santé, la culture, l'emploi, etc. nécessitent tous un niveau d'éducation assez poussé et soutenu. Quel que soit le type de société, l'éducation est indispensable pour l'épanouissement de l'individu. Par la socialisation – un rôle important que jouent l'éducation –, l'éducation rend l'individu en un être social, ouvert et instruit. Autrement dit, celui qui a obtenu plus de connaissances par le biais de l'éducation est beaucoup plus socialisé, épanoui et développé. Il a plus de chance et de possibilité pour améliorer et développer sa situation socioéconomique. Par contre, celui qui est dépourvu de connaissances éducatives est beaucoup plus fermé, moins épanoui et a peu de chance d'améliorer et gagner sa vie. C'est ce dernier cas qui nous a conduits à avancer la deuxième raison de ce thème. L'illettrisme est un fait toujours actuel et préoccupant à Madagascar car le taux d'analphabétisme et le taux d'illettrisme sont encore élevés. Ainsi, selon l'explication ci-dessus, l'illettrisme est-il vu comme un facteur de marginalisation dans le processus Source : Microsoft ENCARTA, 2004 de développement (qui est l'objectif final de tous les politiques et programmes dans le pays). Dans le processus de développement, le système de marginalisation pose la règle du jeu : « Ce qui ne sait rien ne peut rien et n'aura rien ».

En effet, le domaine éducatif, en particulier le thème d'illettrisme mérite bien d'être étudié et d'être approfondi pour bien asseoir le développement. Pourquoi avoir choisir le monde rural ? Il est indéniable que le phénomène d'illettrisme existe aussi bien dans le monde urbain que dans le monde rural malgache. Or, ce fait est particulièrement accentué dans le milieu rural car ses manifestations et ses conséquences y sont plus fréquentes et navrantes : l'éducation ne constitue pas encore un besoin essentiel et le système éducatif rencontre divers problèmes qui restent irrésolus ; la majorité des paysans ne savent ni lire ni écrire, beaucoup d'enfants ne fréquentent pas l'école et d'autres l'ont quittée sans terminer l'étape primaire. Cette réalité est liée en amont et en aval aux activités agricoles des paysans. Dans ce cas, la Commune d'Ikongo peut représenter toutes les communes rurales malgaches car nous pouvons y trouver les problèmes précités. Nous pourrions, par conséquent, extrapoler les résultats obtenus par cette étude à une échelle plus générale. En outre, comme cette Commune fait partie d'une région à vocation agricole, nous aurons la possibilité d'étudier la relation existante entre l'illettrisme et l'activité agricole. La dernière raison qui justifie notre choix du terrain est basée sur le fait que la Région de Fitovinany constitue un carrefour de plusieurs programmes de développement mis en œuvre par des organismes étatiques et des organismes non gouvernementaux, comme l'ONG Tanitsika. Ceci nous permettra de voir les comportements et les réactions des paysans face à tous ces programmes. Au fond, l'objectif de cette étude tient à analyser la (les) principale(s) cause(s) de la pauvreté en milieu rural. Plusieurs facteurs méritent d'être pris en compte pour atteindre cet objectif mais le plus important d'entre eux est l'illettrisme. Ainsi, pouvons-nous fixer les objectifs spécifiques suivants : d'abord, savoir le pourquoi des échecs des divers projets et programmes ouvrants dans le monde rural ; ensuite, vérifier la véracité de notre hypothèse ; et enfin, avancer des perspectives pour favoriser le processus de développement.

## **II. CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE**

### **2.1 Situation géographique**

La région de FITOVINANY se trouve dans la patrie Sud du plateau d'ile dans la province de Fianarantsoa. Cette région regroupe de trois (03) District et y compris le District d'Ikongo. Actuellement, le District Ikongo est composé de dix-sept (17) Communes. La zone d'étude sera présentée dans la carte géographique ci-après.



Le district d'Ikongo est limité au Nord par celui de district d'Ifanadiana et de Mananjary, à l'Est de district de Manakara et de Vohipeno et à l'Ouest du district d'Ambalavao et d'Ivohibato et de Lalangina le Sud de district de Vondrozo.

La commune urbaine d'Ikongo se trouve à 17km au Sud de la commune rurale Ambatofotsy. Elle est délimitée au Nord par la Commune Rurale Ambatofotsy, au Sud la Commune Rurale Ambolomadinika séparé par la rivière de Sandrananta, à l'Est la Commune Rurale de Sahalanonana et à l'Ouest la Commune Rurale du Vinanintelo. Sa superficie est de 616 km<sup>2</sup> avec une population de 35750 habitants. La Commune Rurale d'Ikongo se regroupe de trente-quatre (34) fokontany (Archive Communale).

La RN14 est la route reliant la District Ikongo et la District Ifanadianamesure 92km, la voie ferrée FCE relie le District de Fianarantsoa et District de Manakara qui traverse la Commune Rurale de Tolongoina et de Manapatrana dans le District Ikongo

Le relief de la Commune Rurale Ikongo se caractérise généralement comme relief de Haute plateau de notre Ile. Il représente des formes diversifiées avec trois aspects différents. Des montagnes et des collines occupent 85% de cette région. La zone du Sud-ouest présente de nombreuses montagnes sur lesquelles se trouve le sommet d'Ikongo. Cette montagne a une altitude presque de plus de 800 mètres environs. Le Nord-Ouest de la zone et du centre est occupé par des collines qui sont comme falaise (Archive Communale). La situation climatique est tel un climat tropical de Haute terre de l'Ile. La saison pluvieuse et chaude débute au mois de novembre jusqu'au mois de mars ; le froid et sec reste au mois d'avril jusqu'au mois d'aout ; et le climat chaud et sec domine durant le mois d'aout jusqu'au mois de novembre. La température varie entre 15°C à 28°C.

## 2.2 Situation économique

En général, la mode vie de la population dans cette District est basée sur l'agriculture et l'élevage traditionnel et aussi la production de riz, de haricot, du manioc, de café, de la vanille et de canne à sucre. Le tableau suivant qui montre les activités de base de la population dans le district Ikongo.

Tableau n°01: Les activités de base génératrices de revenu

Production agricoles	Période de travail	Période de récolte
Culture du riz	Mois d'Octobre à Novembre	Mois d'Août
Culture de patate douce	Mois d'Octobre	Mois d'Avril
Culture du manioc	Mois d'Août à l'Octobre	Depuis mois d'Avril
Culture du café	Au période de pluie	Mois de Juillet à l'Août

Source : chef de la Fonkontany Mangarivotra, Ikongo

La vie de la population dans le district Ikongo est basée sur l'agriculture. Ce tableau ci-dessus nous montre les cultures dominantes et la période de récoltes. Du mois d'Août en Novembre, c'est la période de travail parce que cette période est considérée comme le temps de la joie pour les paysans

### 2.3 Situation démographique

Les nombres de la population de la commune d'Ikongo comptent 35750 habitants en 2021. C'est une population majoritairement agricole évidemment. Elle est composée de différentes Ethnies, plus particulièrement le TANALA. Voici le tableau représentatif avec leur classe d'âge.

Tableau n°02: Classe d'âge de la population dans le village d'Ikongo (Fort-Carnot)

Classe d'âge	Hommes	Femmes	Total
00 à 05 ans	538	695	1233
06 à 10ans	735	759	1494
11 à 17ans	726	830	1556
18 à 60ans	893	955	1848
Plus de 60 ans	66	60	126
Total	2958	3299	6357

Source : Archive de la commune d'Ikongo de l'an 2021

Selon le tableau ci-dessus, le village d'Ikongo possède une population active de 6257 individus dont 2958 sont des hommes tandis que l'effectif la plus forte 3299 occupés par les femmes.

## III. APPROCHE SOCIOLOGIQUE DE L'EDUCATION

### 3.1 La sociologie de l'éducation durkheimienne (DURKHEIM (E), 1992)

Cette théorie d'Émile DURKHEIM<sup>1</sup> est choisie parmi tant d'autre du fait qu'elle est plus complète et plus profonde pour aborder l'étude sur l'éducation et qu'elle permet de lire et d'analyser la réalité actuelle malgache sur ce sujet.

#### Selon d'autres auteurs :

Il y a eu maintes façons de définir le mot « éducation » et ces définitions sont spécifiques suivant l'auteur, l'espace et le temps. Dans un sens très étendu, le mot « éducation » a été employé pour désigner l'ensemble des influences que la nature ou les autres hommes peuvent exercer soit sur notre intelligence, soit sur notre volonté.

<sup>1</sup> E, DURKHEIM est considéré comme le fondateur de le Sociologie de l'éducation.

Selon Stuart MILL, l'éducation comprend « *tout ce que nous faisons par nous-même et tout ce que les autres font pour nous dans le but de nous rapprocher de la perfection de notre nature. Dans son acception la plus large, elle comprend même les effets indirects produits sur le caractère et sur les facultés de l'homme par des choses dont le but est tout différent : par les lois, par les formes du gouvernement, les arts industriels, et même encore par des faits physiques, indépendants de la volonté de l'homme, tels que le climat, le sol et la position locale* » MIEL J.S, 1909[6]. Pourtant, cette définition comprend des faits disparates qui risquent de conduire à des confusions. L'action des choses sur les hommes est très différente, par ses procédés et ses résultats, de celle qui vient des hommes eux-mêmes ; et l'action des contemporains sur leurs contemporains diffère de celle que les adultes exercent sur les plus jeunes. C'est seulement à cette dernière qu'il convient de réserver le mot d'éducation.

KANT pense que « *le but de l'éducation est de développer dans chaque individu toute la perfection dont il est susceptible* » E. 1901[7]. Mais comment peut-on définir la perfection ? Certains disent souvent que c'est le développement harmonique de toutes les facultés humaines. Le fait de porter au point le plus élevé qui puisse être atteint toutes les puissances qui sont en nous, les réaliser aussi complètement que possible, mais sans qu'elles se nuisent les unes aux autres, paraît un idéal au-dessus duquel il ne saurait y en avoir un autre. Et si, dans certaine mesure, ce développement harmonique est, en effet, nécessaire et désirable, il n'est pas intégralement réalisable, car il se trouve en contradiction avec une autre règle de la conduite humaine qui n'est pas moins impérieuse : c'est celle qui nous ordonne de nous consacrer à une tâche spéciale et restreinte. Nous ne pouvons pas et nous ne devons pas nous vouer tous au même genre de vie : nous avons, des fonctions différentes à remplir suivant nos aptitudes et il faut nous mettre en harmonie avec celle qui nous incombe.

#### **Selon Durkheim:**

Pour définir l'éducation, il nous faut donc considérer les systèmes éducatifs qui existent ou qui ont existé, les rapprocher, dégager les caractères qui leur sont communs. La réunion de ces caractères constituera la définition que nous cherchons. Pour qu'il y ait éducation, deux éléments sont incontournables : il faut qu'il y ait en présence une génération d'adultes et une génération de jeunes, d'une part et une action exercée par les premiers sur les seconds, d'autre part. Il nous reste à définir la nature de cette action.

Dans la société, le système d'éducation présente un double aspect : « *il est, à la fois, un et multiple* » [9] Il est multiple. En effet, en un sens, on peut dire qu'il y a autant de sortes différentes d'éducation qu'il y a de milieux différents dans cette société. Celle-ci est-elle formée de castes ? L'éducation varie d'une caste à l'autre. Elle peut varier également avec les classes sociales, ou même avec les habitats ? Celle de la ville n'est pas celle de la campagne, celle du bourgeois n'est pas celle de l'ouvrier. En outre, la carrière de chaque enfant ne serait plus, en grande partie, prédéterminée par une aveugle hérédité, la diversité morale des professions ne laisserait pas d'entraîner à sa suite une grande diversité pédagogique. Chaque profession, en effet, constitue un milieu qui réclame des aptitudes particulières et des connaissances spéciales, où règnent certaines idées, certains usages, de certaines manières de voir les choses ; et comme l'enfant doit être préparé en vue de la fonction qu'il sera appelé à remplir, l'éducation, à partir d'un certain âge. Mais quelle que soit l'importance de ces éducations spéciales, elles ne sont pas toute l'éducation. Chaque société se fait un certain idéal de l'homme, de ce qu'il doit être tant au point de vue intellectuel que physique et moral ; que cet idéal est, dans une certaine mesure, le même pour tous les citoyens ; qu'à partir d'un certain point il se différencie suivant les milieux particuliers que toute société comprend dans son sein. C'est cet idéal, à la fois un et divers, qui est le pôle de l'éducation.

En somme, nous arrivons à la définition de l'éducation suivante : « *L'éducation est l'action exercée par les générations adultes sur celles qui ne sont pas encore mûres pour la vie sociale. Elle a pour objet de susciter et de développer chez l'enfant un certain nombre d'états physiques, intellectuels et moraux que réclament de lui et la société politique dans son ensemble et le milieu spécial auquel il est particulièrement destiné* »[14].

## **IV. L'EDUCATION EN TANT QUE FACTEUR DE REPRODUCTION SOCIALE**

### **4.1 La socialisation**

Actuellement, la conception dominante au sein des sciences sociales et en particulier en économie, est celle d'un individu rationnel ; mais il y a aussi un autre modèle, celui d'un individu socialisé. Or, l'individu parfaitement rationnel est une pure abstraction car la recherche d'un intérêt personnel, la principale exigence d'un individu rationnel selon les économistes, ne

pourrait jamais aboutir à la satisfaction de tous. Pour la plupart des sociologues, la rationalité de l'individu est limitée et le modèle même de l'individu rationnel s'oppose à celui de l'individu socialisé, selon lequel l'action d'un individu s'enracine dans un contexte culturel et social permettant de rendre en compte l'histoire des individus et leur socialisation.

La socialisation immerge l'individu dans le social. Elle consiste à apprendre et à intérioriser les modèles culturels tout en évitant le déterminisme culturel qui limite l'autonomie de l'individu. Les modèles culturels propres à une société comme le langage, les valeurs, les normes et les rôles sociaux, ne sont pas innés mais sont transmis par le groupe aux individus dès leur naissance. Au cours du processus de socialisation, l'individu intériorise les modèles et les connaissances acquis en les intégrant dans sa personnalité. Cette intériorisation des valeurs et normes sociales permet à l'individu de s'intégrer dans sa société car il peut adopter un comportement normal et social et peut entretenir des relations sociales. Toutefois, la socialisation ne se fait pas automatiquement, elle suppose une participation active de l'individu.

## **V. LA CONCEPTION MALGACHE SUR L'EDUCATION**

### **5.1 Le fondement de l'éducation traditionnelle malgache**

L'éducation typiquement malgache accorde une grande importance à l'éducation des enfants. Les parents essaient de transmettre aux descendants leurs valeurs éthiques et morales ainsi que leurs connaissances et savoir-faire. Cette transmission de valeurs et de connaissances, c'est-à-dire, la socialisation de l'individu ou de l'enfant se fait de différentes manières mais toujours dans le cadre de la sagesse traditionnelle malgache.

#### **La différenciation sexuelle des tâches**

Les Malgaches se soucient plus du maintien des traditions selon lesquelles on donne une différenciation particulière aux filles (ou aux femmes) et aux garçons (ou aux hommes). L'homme, de par ses forces et ses virilités, se charge de la protection, de la subsistance du foyer, de la défense du village et des activités agricoles, etc. ; tandis que la femme s'occupe de la famille en prenant soins des enfants et du mari et peut participer à certains travaux de production plus simples tels que le sarclage et le repiquage. À travers toutes ces tâches, nous pouvons bien noter une complémentarité et un respect mutuel entre l'homme et la femme. Dans le but de respecter cet ordre établi, les anciens s'efforcent à éduquer leur descendance et à apprendre aux jeunes et aux enfants ces valeurs sociales. Garçons et filles doivent apprendre à assurer, respectivement, leurs futures responsabilités par l'éducation ou la socialisation. Les traditions, il n'y a pas de principes rigoureux et formels comme l'école pour éduquer les enfants. On ne fait que transmettre les traditions à la génération suivante et s'assurer que toutes les idées forces ou idées maîtresses sont bien transmises.[8]

Le foyer constitue l'école où les parents donnent aux enfants une formation sur la vie humaine et sur la vie en société. C'est le milieu où s'effectuent l'apprentissage des normes, des obligations, des coutumes et des valeurs respectées par la société (la religion traditionnelle, le droit d'aînesse, la solidarité ou Fihavanana, les coutumes, etc.)

Pour chaque sexe, l'éducation sera orientée de manière à conserver, par la discipline et par l'obéissance, par le respect des coutumes et des hiérarchies, le système social laissé par les anciens.

### **5.2 Disparité sexuelle en matière d'éducation**

À Madagascar, filles et garçons sont toujours élevés ensemble ; mais dès leur jeune âge, ils saisissent la différenciation des tâches par l'observation de leur entourage et par imitation des parents.

Pour les Malgaches, notamment dans les sociétés traditionnelles, les filles n'ont pas besoin d'aller à l'école ; en tant que parure et maîtresse du foyer en devenir, elles doivent être belles et savoir gérer la maison. Les garçons, par contre, doit se forger une en un homme viril pour devenir chef de famille et garant de sécurité. Le mari est le premier responsable de la vie conjugale et de l'éducation des enfants. Il doit acquérir par l'éducation un caractère audacieux et courageux pour protéger non seulement la famille mais également le village. En plus, la norme veut que les biens productifs soient gérés par l'homme et que le couple vive dans le foyer masculin.

Actuellement, filles et garçons ont le même droit à l'éducation. Néanmoins, l'environnement scolaire malgache est toujours marqué par une différenciation sexuelle. Un abandon scolaire précoce est enregistré chez les filles. La principale raison de ce retrait prématuré des filles est le statut de la femme dans la société malgache, surtout dans les campagnes où la tradition est

encore très vivace. Le rôle dévolu à priori à la femme rend superflues, aux yeux des Malgaches, des études assez poussées pour elle. Si les filles abandonnent massivement l'école après la classe de 9<sup>ème</sup>, c'est parce qu'à ce niveau, elles sont censées savoir lire, écrire et compter [7]. Les études trop poussées ne sont pas nécessaires pour les attributions futures de la femme (rester au foyer, effectuer les tâches domestiques et s'occuper des enfants. De ce fait, il est considéré plus avantageux de faire des dépenses en éducation en faveur des garçons que des filles.

### 5.3. Disparité des opportunités en matière d'éducation

Nous pouvons, malgré l'effort de l'éducation à uniformiser toutes les cultures des individus membres de la société, enregistrer une forme de disparité concernant les opportunités en matière d'éducation. Le sexe, le milieu de résidence et le temps sont les trois variables les plus manipulées dans cette étude. Il nous faut adopter une approche comparative et une approche historique pour mieux expliquer le phénomène scolaire actuel.

#### 5.3.1 La scolarisation en chiffre

Garçons et filles accèdent à l'école primaire pratiquement dans les mêmes conditions lorsqu'on base la comparaison sur l'effectif. Les filles représentent presque la moitié de l'effectif des enfants scolarisés dans l'enseignement primaire : sur les 2.307.000 enfants inscrits dans l'enseignement primaire durant l'année scolaire 2000/2001, 1.131.370 sont des filles et 1.173.130 sont des garçons, soit un taux de féminité de près de 98% Madagascar, 2003[13].

Ce ratio relevé au début des années 90 est resté presque au même niveau, jusqu'à présent. Cependant, lorsque la comparaison se fonde sur les ratios calculées au sein de chaque groupe, quelques différences apparaissent, notamment, la féminisation de la déscolarisation et de la dispersion régionale des disparités garçons/filles. Mais, le plus frappant est sans doute l'inversion de la représentativité des garçons et des filles à l'école, selon que la comparaison se base sur le taux brut de scolarisation (TBS)<sup>2</sup> ou le taux net de scolarisation (TNS).[8]

Pour le niveau primaire de tout Madagascar en 2001, le TBS est de 112,3 et le TNS est de 64,9 ; tandis que pour les six provinces, ils sont présentés comme suit :

Tableau n°03: Taux brut et taux net de scolarisation du niveau primaire en 2001.

Province	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Madagascar
<b>TBS</b>	127.8	114.2	121.2	96.1	74.8	128	112.3
<b>TNS</b>	80.8	67.4	64.4	52.5	39.4	69	64.9

La répartition de la population alphabétisée est aussi différente selon le milieu. Pour l'année 2001, 53% des Malgaches sont alphabétisés, soit une augmentation d'environ 3% par rapport au taux d'alphabétisation de 1999 (50,1%). 87,6% de la population de la Capitale sont tous alphabétisés ; alors que ce taux n'atteint que de 46,6% dans le milieu rural. La distribution de personne alphabétisées de différents milieux de résidence est présentée dans ce tableau.

Tableau n°04: Distribution de personnes alphabétisées selon le milieu en 1999 et 2001.

Milieu	1999	2001
Capitale	84	87,6
Grand centre urbain	73,6	76
Centre urbain secondaire	64,5	66,4
Rural	43,6	46,6
MADAGASCAR	50,1	53

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

<sup>2</sup> Le taux brut de scolarisation est la ration de l'effectif des enfants inscrits dans le primaire par rapport à celui des enfants âgés de 6 à 10 ans. Un TBS supérieur à 100% traduit le fait qu'un certain nombre d'enfants âgés de plus de 10 ans fréquentent encore à l'école primaire.

## **VI. DISCUSSION ET ANALYSE PERSPECTIVE POUR UNE SOCIÉTÉ PAYSANNE INSTRUITE**

### **6.1 Redynamisation du monde rural**

La redynamisation du monde rural sera possible grâce à l'amélioration des services socioéconomiques, à l'instauration du système de développement participatif et au développement de l'agriculture et de l'élevage.

### **6.2 Amélioration des services socioéconomiques**

L'accent est mis sur la satisfaction des besoins fondamentaux des populations. Il ne peut y avoir de développement tant que le problème de l'insécurité alimentaire et sanitaire n'est pas résolu, sans élévation du niveau d'éducation des hommes et des femmes, acteurs du développement local. Afin d'améliorer les services socioéconomiques, il faut :

#### **Favoriser l'accès de la population aux services sanitaires et scolaires**

La construction des dispensaires ou l'installation des cabinets médicaux (privés et/ou publics) au niveau des Fokontany peut augmenter le taux de consultation de la population rurale au niveau des centres médicaux. En outre, le renforcement des équipements sanitaires et du personnel de santé est indispensable pour améliorer la qualité du service sanitaire. À cela s'ajoute l'adduction d'eau potable en implantant des bornes fontaines dans les Fokontany COMMUNALE, 2020 [9].

L'accès de la population à ces infrastructures sanitaires nécessite une sensibilisation de la population, sur les conduites à adopter pour la santé (fréquentations des CSB, consultations prénatales, accouchements au niveau des CSB, hygiène, etc.), par l'approche IEC (Information, Éducation et Communication) et cette sensibilisation doit couvrir tous les quartiers.

Pour ce qui concerne les infrastructures scolaires, les établissements existants doivent être réhabilités et équipés de matériels didactiques et mobiliers (tables bancs, chaises, livres, etc.). On doit construire des EPP au niveau des Fokontany dépourvus et un Lycée public pour la Commune d'Ikongo. Il faut également recruter des enseignants et les répartir dans les EPP et le CEG. Leurs conditions doivent être améliorées pour qu'ils puissent assurer avec motivation leurs fonctions. Des recyclages systématiques sont indispensables pour améliorer la qualité de l'enseignement.

Tout comme la santé, l'éducation doit être accompagnée de sensibilisations pour faire connaître à la population (notamment aux parents) l'importance de l'éducation. L'approche IEC est toujours conseillée

#### **Assainir les infrastructures économiques**

L'électrification de la Commune, la construction et les travaux de bitumage de la route RNT14 d'Ifanadiana - Ikongo, de réhabilitation et d'entretien des pistes vers les Fokontany s'imposent pour que les paysans puissent vendre librement leurs produits. L'organisation des coopératives de transport va de pair avec cette réhabilitation routière. Des travaux comme les constructions des abattoirs et l'assainissement du marché public doivent être également considérés.

La collaboration de la Commune avec des partenaires et opérateurs économiques (entreprises, ONG, associations, etc.) serait efficace pour un projet de création d'usines agro – industrielles.

### **6.3 Instauration du système de développement participatif**

À la notion d'un modèle imposé de l'extérieur se substitue l'idée que le développement doit être un processus endogène, favorisé par la mise en place d'un cadre politique, financier et juridique favorable à l'initiative économique.

Les entités décentralisées (du Gouvernement au fokonolona) doivent assumer leurs responsabilités respectives et exercer avec respect et honnêteté leurs fonctions. La population doit être plus étroitement associée aux projets de développement : leur participation est notamment encouragée par les organisations non gouvernementales (ONG), de plus en plus impliquées sur le terrain. Le système d'association paysanne est très pratique pour connaître les besoins et problèmes des paysans ainsi que les solutions qu'ils proposent. Il est à souligner que le principe de 46 développements participatifs requiert une grande responsabilité et changement de mentalité de la population. Ce dernier n'est possible que par le biais de l'éducation et la sensibilisation de la masse paysanne.

En somme, chaque entité doit remplir la fonction qui lui est attribuée afin que le système fonctionne normalement et afin que l'objectif commun, « le développement du monde rural » soit atteint.

## **6.4 Développement axe sur l'agriculture et l'élevage**

### **6.4.1 Modernisation de l'agriculture**

Un accès durable et élargi à la terre et à l'eau est indispensable pour accroître la productivité de l'agriculture. Il faut créer et diffuser des techniques agricoles et d'exploitation des ressources naturelles améliorées. Il faut envisager une grande exploitation agricole à productivité élevée pour remplacer les petites activités agricoles peu rentables. L'amélioration de la récolte repose sur l'utilisation d'intrants agricoles normalisés, engrais, semences et autres de bonne qualité (bien traités et bien sélectionnés) et de quantité suffisante. En effet, une réforme doit être effectuée au niveau des techniques de production. Celle-ci implique la mécanisation de la production : utilisation des moyens et matériels perfectionnés, abandon des techniques traditionnelles et adoption de nouveau système de production comme le SRA ou système de riziculture amélioré et le SRI ou système de riziculture intensif qui peuvent produire jusqu'à 14 tonnes de paddy par hectare.

### **6.4.2 Maîtrise du marché**

Le développement des marchés locaux et externes est impératif pour avoir un développement économique et humain durable, c'est-à-dire, une croissance économique et un accroissement réel du niveau de vie de la population. Il faut d'abord augmenter et améliorer la production locale. Ensuite, il faut développer le marché communal, régional, provincial, national, voire international. Les produits agricoles doivent couvrir le marché national. Ces produits doivent être variés et en quantité suffisante pour répondre aux demandes des consommateurs locaux. L'exportation des fruits et des légumes (frais et transformés) qui sont les produits de base est possible pour la Commune d'Ikongo. Le marché de l'île Maurice est désormais ouvert pour que Madagascar puisse exporter de Letchis. Les communes rurales de Fitovinany, y compris celle d'Ikongo doivent exploiter cette opportunité en suivant les normes (qualité et quantité) requises. Les associations paysannes sont importantes dans cette intégration au niveau du marché international

## **VII. DEVELOPPEMENT DES INSTITUTIONS FINANCIERES ACCESSIBLES ET EFFICACES**

Vu que les institutions de micro finance jouent un rôle important dans le développement du monde rural par le biais du crédit agricole et autre, elles doivent être accessibles et efficaces afin que la majorité de la population rurale puisse disposer d'un revenu leur permettant d'améliorer le niveau de vie. Pour ce faire, trois points essentiels doivent être assurés :

### **7.1. Facilitation des procédés et des conditions de prêt**

Cette facilitation des procédés et des conditions de prêt aura pour objectif l'amélioration et le développement de la demande de crédit. Le crédit doit être équitablement dispensé, c'est-à-dire que les différentes zones et les différentes catégories de populations doivent pouvoir en bénéficier à des conditions comparables. Le coût de crédit (taux d'intérêt, échéances, garanties, etc.) doit être aussi bas que possible. Les prêts doivent être également aménagés selon la convenance des paysans et les procédures de prêt ne doivent pas être trop compliquées et coûteuses pour eux. Il faut que les formalités soient simples, que la durée des prêts soit réglée en fonction des rentrées escomptées, que l'échéance puisse être reculée en cas d'évènement exceptionnel et que les dispositions concernant les prêts soient prises suffisamment à l'avance pour que l'agriculteur puisse établir convenablement le programme de son projet.

### **7.2. Accroissement des ressources de crédit**

Pour résoudre le problème de la limitation de prêt, il faut développer et faciliter l'épargne rurale. L'amélioration de la production assurera cette possibilité d'épargne. On doit éduquer la population à s'habituer à faire une épargne et on doit les encourager à faire un dépôt monétaire auprès des institutions financières en proposant un taux d'intérêt acceptable. L'amortissement des dettes contractées par les particuliers ou les coopératives constitue un important mode d'épargne.

Afin d'accroître les ressources de crédits, le financement du secteur agricole par les fonds publics et privés est capital. Donc, on doit encourager l'investissement des bailleurs, organismes, sociétés et entreprises, surtout l'investissement des institutions financières (banques et micro finance) dans le développement du monde rural.

### **7.3. Encadrements sur la gestion de crédit**

L'objectif est d'établir le système de crédit surveillé, une méthode de promotion rurale associant étroitement l'aide financière à l'assistance technique. L'établissement financier doit surveiller de près l'emploi des fonds empruntés. Pour une meilleure gestion de crédit, la formation du personnel de micro finance, l'encadrement technique des membres et la sensibilisation de la population sont indispensables.

Bref, la redynamisation du monde rural est essentielle pour avoir un développement effectif et une société paysanne productive. Or, ce développement et cette production sont encore hypothéqués par le phénomène d'illettrisme, un des ennemis contre lequel le capital humain doit lutter contre. En effet, nous allons proposer des perspectives d'amélioration du système éducatif dans les deux chapitres suivants.

## **VIII. CONSTRUCTION D'UN SYSTEME EDUCATIF PERENNE ET EFFICACE**

### **8.1 Restructuration du système éducatif**

#### **8.1.1 Mise en place d'une politique éducative stable et adéquate**

L'État joue un rôle capital dans cette restructuration du système éducatif parce qu'il est à la faculté de concevoir et de mettre en œuvre une politique efficace pour l'éducation.

L'enseignement fondamental du premier cycle, conformément aux objectifs du millénaire aura comme objectifs principaux, entre autres, d'amener le taux d'achèvement actuel de 36% à 100% en 2015 et de réduire le taux de redoublement actuel de 30% à 5% dès 2010. Actuellement, en dépit du fait que 97,2% des enfants malgaches entrent en primaire, le taux d'achèvement est relativement faible. Les enfants de 8 à 10 ans sont scolarisés à 96,2% tandis que le taux de redoublement est de 17% pour l'année scolaire 2005-2006, public et privé confondus.

De ce fait, 100% de taux de scolarisation, c'est l'objectif que se fixe le MAP dans l'atteinte de l'éducation pour tous, un programme à laquelle participe le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique. Conscients de l'envergure de ce défi, les responsables malgaches ont décidé de recourir à l'Approche Par les Compétences (APC) pour obtenir une réponse appropriée aux problèmes touchant la qualité de l'enseignement.

#### **8.1.2 Intérêt de l'Approche Par les Compétences ou APC**

Dans la mesure où elle rapproche l'école de la vie quotidienne, l'APC contribue à développer la motivation de l'élève dans ses études, concourant ainsi à l'amélioration de la scolarisation et du maintien des élèves à l'école. Elle limite également les redoublements en dotant chaque élève du bagage minimum pour passer à l'année suivante de la scolarité. Par ailleurs, en les orientant vers la vie active, l'APC donne aux élèves, à la fin de leur scolarité, les moyens pour affronter la vie quotidienne et professionnelle. De même, dans le cadre d'un dispositif de remédiation, elle permet de regrouper les élèves selon leurs besoins et non selon le niveau auquel ils se situent. Elle permet ainsi de mieux gérer les classes multigrades. Il est important de noter que selon les résultats des études menées sur le système, l'APC favorise l'amélioration des compétences des élèves pour des questions complexes et garantit une meilleure conservation des acquis dans le temps. Enfin, l'APC contribue à l'amélioration de l'efficacité interne et de l'équité en armant les élèves et plus particulièrement les plus faibles, par l'apprentissage de la gestion des situations complexes.

En somme, malgré les coûts importants qu'elle implique, l'APC permet de se rapprocher de 100% du taux d'achèvement dans l'enseignement fondamental du premier cycle et de garantir la qualité des compétences des élèves des écoles et des collèges.

#### **8.1.3 Limite de l'APC**

Malgré tous ces intérêts de l'approche par les compétences, différents points négatifs peuvent être relevés. Le principe de redoublement zéro pour atteindre un taux d'achèvement 100% pose des problèmes, non seulement au niveau des élèves mais également au niveau des enseignants et de l'école. Les élèves sont motivés à poursuivre les études après avoir réussi aux examens considérés comme de simples formalités. Étant donné que les élèves ne reçoivent que de minimum de connaissances, le niveau de la classe est de plus en plus faible. Le niveau intellectuel d'un élève sortant du primaire n'est plus comparable à celui des années précédentes. Si avant, les élèves de la classe de 10ème apprenaient à compter et à manipuler les 1000 premiers chiffres (c'est-à-

dire, de 1 à 1000) dans la Mathématique, actuellement, en CP2 (Cour préparatoire, équivalent de 10ème), ils n'apprennent que les 100 premiers chiffres.

En effet, le passage automatique ne résout ni le problème de redoublement ni celui de l'abandon scolaire. Il ne fait que baisser le niveau d'instruction des élèves. En outre, ce principe entraîne des complexités et des complications au niveau des responsabilités des enseignants car il faut pallier les niveaux disparates des élèves d'une même classe.

Hormis cette baisse de niveau d'instruction et cette complexité des responsabilités des enseignants, l'approche par les compétences fait dépenser beaucoup d'argent. Malgré l'important investissement effectué dans le secteur de l'éducation, les établissements scolaires du milieu rural manquent encore des fournitures indispensables à l'application de l'APC. Dans l'EPP de la Commune d'Ikongo, par exemple, faute de fournitures scolaires, il n'y a qu'un livre par classe (au lieu d'un par élève).

#### **8.1.4 L'éducation malgache est victime des expérimentations de programmes et de politiques**

Le manque de politique ou de programme stable est un des grands handicaps du système éducatif à Madagascar. La politique ou le programme est parfaitement formulé mais la faiblesse se trouve au niveau de l'organisation, de la planification et de la réalisation. On constate que depuis quelques années, le domaine éducatif est pris comme un domaine d'expérimentation et d'essai ; on change d'une année à l'autre la politique éducative sans avoir obtenu une bonne production intellectuelle. L'introduction simultanée d'un nombre trop important d'innovations dans l'enseignement risque de rencontrer une réticence de la part de l'enseignant déjà confronté aux problèmes de survie et ne disposant plus de temps supplémentaire à consacrer à l'enseignement. Souvent, on s'est trompé par des chiffres illusoire (taux de scolarisation, taux de réussite et de promotion, etc.) qui ne traduisent pas la réalité mais qui ont des fins politiques.

Ainsi, pour pouvoir réussir dans le domaine éducatif, toujours est-il nécessaire d'asseoir une politique d'éducation stable et pérenne permettant l'accès de tous les enfants malgaches à l'école, de continuer les études et de produire un niveau intellectuel soutenu. Pour ce faire, les écoles, les programmes et les projets doivent être considérés comme des entreprises de production intellectuelle, avec leurs normes de productivité, leurs coûts, leurs in- et outputs MINISTERE, 1973 [11]. Avant de proposer tel ou tel programme éducatif, il faut bien analyser les éventuelles conséquences (avantages et inconvénients) qui peuvent se produire. Il faut analyser si le programme correspond vraiment ou non à la réalité culturelle, politique et économique malgache.

#### **8.1.5 Assainissement infrastructurel et prise en compte du facteur humain**

L'assainissement infrastructurel et pédagogique est très recommandé si on veut améliorer le service de l'éducation. Les établissements existants (EPP, CEG, lycées, bureaux, etc.) doivent être réhabilités et équipés de matériels didactiques et mobiliers (tables bancs, chaises, livres, etc.). Pour la Commune d'Ikongo, on doit construire des EPP au niveau de chaque Fokontany pour faciliter l'accès des enfants (des Fokontany éloignés du Chef-lieu) à l'éducation. On doit également construire un lycée public dans la Commune pour que les jeunes soient motivés à poursuivre leurs études et pour que les lycéens ne soient plus obligés de se déplacer vers la ville pour étudier.

Pour améliorer la qualité de l'éducation, le facteur humain a autant d'importance que les autres facteurs. Il faudrait envisager l'amélioration des conditions de travail par des actions telles que : *Le développement de la formation continue pour permettre aux enseignants de se mettre à jour sur les innovations pédagogiques et aussi afin de relever leur niveau général, et*

*La levée du gel (brut ou net) de recrutement et instaurer une politique de gestion par poste pour une répartition équitable des enseignants.*

Il faut recruter des enseignants et les répartir dans les établissements scolaires. Leurs conditions doivent être améliorées pour qu'ils puissent assurer avec motivation leurs fonctions. Le problème fondamental est que la pédagogie que les instituteurs ont apprise reste traditionnelle ; ce qui signifie que des recyclages systématiques et des formations pédagogiques sont indispensables pour améliorer la qualité de la production de l'enseignement. Pour parvenir à l'éducation pour tous, il faut abolir toute forme de discrimination (selon le sexe, selon le milieu de résidence, selon le niveau de vie socioéconomique, etc.) en matière d'éducation.

L'éducation doit être accompagnée de sensibilisations pour faire connaître à la population, notamment aux parents, l'importance de l'éducation. Il faut faire en sorte que les parents prennent conscience de l'importance de leur responsabilité et de

leur participation dans l'éducation de leurs enfants. L'avenir de la génération future dépend énormément de leur conviction. L'approche Information, Education et Communication s'avère être très importante dans cette sensibilisation de la masse paysanne.

## **IX. PROFESSIONNALISATION DE LA FILIERE AGRICOLE**

### **9.1 Création d'un enseignement technique agricole**

La professionnalisation de la filière agricole est assez difficile mais réalisable dans la mesure où elle consiste à créer un enseignement spécialisé en matière agricole dans la zone rurale et à vulgariser des encadrements et formations techniques sur l'agriculture et l'élevage. Ainsi, toutes les catégories de population (enfants, jeunes et adultes) peuvent-elles puiser et accumuler les connaissances nécessaires pour affronter la vie en milieu rural.

Selon le besoin de la société malgache, particulièrement la société paysanne, il faut développer, de façon professionnelle, le secteur agricole. Il est donc important de créer une école technique agricole publique, au moins dans chaque sous-préfecture. L'objectif est de professionnaliser les jeunes paysans, exclus de l'enseignement formel (c'est-à-dire, ceux qui ont abandonné les études pour diverses raisons) dans l'activité agricole. Cet enseignement technique agricole comprend à la fois la scolarisation et l'apprentissage des élèves. Les deux principales filières, l'agriculture et l'élevage, seront enseignées avec les différentes matières que font les élèves des autres écoles. Les cours seront assurés par des enseignants habituels et par des techniciens agronomes. Pourtant, un tel projet exige un capital financier considérable, des infrastructures assez perfectionnées et complètes, des enseignants bien formés et motivés et une politique éducative stable et pérenne pour pouvoir réussir. Le métier d'agriculteur ne sera plus considéré comme un métier de pauvreté.

### **9.1 Vulgarisation des encadrements et formations agricoles accessibles aux ruraux**

Cette deuxième solution est faite pour l'ensemble des paysans (jeunes et adultes). À travers les programmes lancés par le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche ou par le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique, le Gouvernement doit penser à l'amélioration des conditions rurales. Un programme de vulgarisation agricole et d'encadrement et de formation technique doit être mis en œuvre et doit avoir des impacts positifs sur la masse paysanne.

Les encadrements et les formations doivent être gratuits et se font régulièrement au niveau des associations et coopératives paysannes. Les formateurs doivent disposer d'une large connaissance sur la vie, sur la culture, sur le pouvoir d'achat et sur la mentalité de la société paysanne pour pouvoir assurer avec succès leurs responsabilités. Les formations données doivent correspondre aux réalités rurales malgaches. La redynamisation du monde rural et la construction d'une politique d'éducation stable et pérenne ne suffisent pas pour ériger une société paysanne instruite et productive.

### **9.2 Le rôle de l'alphabétisation dans le développement**

« *L'alphabétisation, un catalyseur du développement.* », tel est le thème de la célébration de la dernière journée internationale de l'alphabétisme, le 8 septembre 2006. Conscient de l'importance du rôle que l'alphabétisation doit jouer dans le développement, l'OMD ou Objectif du Millénaire a fixé comme un de ses objectifs la réduction du taux d'analphabétisme des adolescents et des adultes par rapport à son niveau de 1990, d'ici 2015[10]. La réduction de l'analphabétisme aura aussi un rôle de promouvoir l'épanouissement des jeunes ruraux, développer leur esprit d'entreprise et encourager la prise de risque ainsi que le sens personnel de l'initiative. En dépit de cette initiative, la planète compte encore des centaines de millions d'analphabètes dont la majeure partie se trouve en Asie du Sud et de l'Ouest, en Afrique subsaharienne et dans les États arabes (D'après le rapport mondial de suivi de l'éducation pour tous (EPT), 2006) En plus, environ 48,7% de la population malgache, âgée de 15 ans et plus sont analphabètes et plus d'un million de jeunes de 11 à 17 ans sont illettrés. C'est justement cette réalité qui nous a incitées à proposer comme solution l'intensification de la politique d'alphabétisation.

## **X. CONCLUSION**

L'éducation joue un rôle essentiel dans le développement d'un pays. Elle assure une fonction importante non seulement dans le modelage intellectuel et culturel de l'individu, mais surtout dans la formation d'un être social capable de vivre harmonieusement en société. A Madagascar, l'éducation, un pilier fondamental du développement, connaît des handicaps profonds à cause de l'échec du système scolaire et à cause du phénomène d'illettrisme. Ce phénomène est préoccupant,

essentiellement en milieu rural où la majeure partie de la population ne sait ni lire ni écrire. Malgré ses différentes potentialités, le monde rural est souvent délaissé et marginalisé dans le système éducatif et en effet dans le système de développement. Le système éducatif est, en outre, un instrument de reproduction sociale qui favorise la stratification et l'exclusion sociale. Les instruits sont toujours avantageux et privilégiés ; alors que les sans instruction sont défavorisés et exclus sur le plan socioéconomique.

L'objectif est d'avoir une population instruite, saine et productive. L'atteinte de cet objectif demande la responsabilité et la participation effective de chacun dans la promotion de développement. Il faut également l'implication de la communauté dans les activités de l'éducation. Le développement de la politique de partenariat pour mieux satisfaire les besoins éducatifs identifiés dont le coût très élevé dépasse parfois les possibilités de l'Etat et des parents d'élèves. Les entreprises et les ONG seront donc à solliciter, surtout en zone rurale, pour apporter leur aide à la satisfaction des besoins de la population

## **REFERENCES**

- [1]. EKant. "Traite de pédagogie". traduit de l'Allemand. Alcan, 1901.
- [2]. MEISTER, (A). Alphabétisation et développement. Le rôle de l'alphabétisation fonctionnelle économique dans le développement économique., Paris,.1973.
- [3]. C. COLCLOUGH, J. - HALLK., (s.d.). Problématique de l'éducation rurale, 1975.
- [4]. J. HALLAK, F. CAILLODS, ,.. Education, formation et secteur traditionnel., Paris,1981.
- [5]. UNESCO. Introduction à l'alphabétisation fonctionnelle, 1965.
- [6]. MIEL (J.S). " Principles of Political Economy",. ed.W. JASHLEY,1909.
- [7]. UNICEF , L'éducation des filles et des femmes à Madagascar : un état du lieu à partir de l'EPM, Diane Coury,1998.
- [8]. PASEC . Performances du système éducatif malgache. Le taux net de scolarisation est la proportion des enfants âgés de 6 à 10 ans inscrits dans le primaire parmi les enfants de la même classe d'âge, 2017.
- [9]. C. COMMUNALE. Proposition du conseil communale d'Ikongo. IKONGO, 1973.
- [10]. Pour Madagascar, l'objectif est de porter le nombre d'analphabètes à 25% de la population en 2015, selon le DSRP et l'EPT ainsi que la PNAEA.
- [11]. MINISTERE. Alphabétisation et développement. Le rôle de l'alphabétisation fonctionnelle économique dans le développement économique et la modernisationL. Paris,: Atropos, 1973.
- [12]. E, DURKHEIM est considéré comme le fondateur de le Sociologie de l'éducation.
- [13]. R.P. CASTEL, Education, développement. Paris, Mouton, 1967.
- [14]. Rapport National sur le Développement Humain Madagascar. Genre et développement humain et pauvreté, 2003.
- [15]. E. DURKHEIM, le socialisme et l'Etat,1984
- [16]. E, DURKHEIM est considéré comme le fondateur de le Sociologie de l'éducation